

entretien

« Faire confiance à Poutine sur les couloirs humanitaires, c'est un risque à prendre »

Alain Boinet

Fondateur de l'ONG Solidarités International

Deux tentatives pour évacuer des civils de Marioupol, dans le sud-est de l'Ukraine, ont échoué ces derniers jours.

Les Russes sont-ils fiables lorsqu'ils acceptent l'instauration d'un couloir humanitaire ?

Alain Boinet : Comme le disait un représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) récemment, il est toujours très compliqué de mettre en œuvre des corridors humanitaires parce qu'ils sont négociés d'abord par les belligérants. Concrètement, ils doivent s'accorder sur les conditions de cette évacuation – moment, moyens mis en œuvre, voies empruntées, sécurisation de la manœuvre, personnes pouvant en bénéficier –, sachant que

le camp qui assiège la ville redoute toujours que des combattants se mêlent aux civils pour échapper à leur encerclement. Combattants qui, une fois hors de la ville, pourront rejoindre d'autres lignes de front. À ce stade, les Russes et les Ukrainiens ne se sont pas entendus : toute évacuation de civils est donc soumise à la violence des forces armées sur le terrain, comme on le voit à Marioupol.

Que faudrait-il faire pour aboutir à un accord sérieux ?

A. B. : Il ne faut pas interrompre les négociations et parier sur la volonté de trouver un accord des deux côtés sous l'égide de l'ONU. Mais pour l'heure, l'ONU est très silencieuse. Or, sans un accord garanti par les Nations unies, il va être très difficile de le mettre en place. Il y a pourtant urgence à Marioupol, où 200 000 personnes sont prises au piège : sans ravitaillement, sans chauffage, sans électricité, sans eau, sans médicaments. La situation va très vite devenir inhumaine pour elles.

La population a tenu trois ans à Sarajevo alors qu'elle était encer-

clée par les Serbes car le ravitaillement était possible, l'aéroport fonctionnait, des convois humanitaires passaient, des tunnels avaient été construits. C'était risqué mais faisable. À Marioupol, cela va être plus difficile car l'aéroport n'est pas tenu par les assiégés.

Peut-on avoir confiance dans la parole de Vladimir Poutine alors qu'il n'a cessé de mentir sur l'Ukraine ?

A. B. : Ce que je vois, c'est qu'Emmanuel Macron parle encore avec le président russe : il faut garder le contact. Tant qu'il y a des négociations il y a de l'espoir. C'est vrai, faire confiance à Poutine, c'est un risque à prendre pour faire évacuer les 200 000 personnes de Marioupol. Mais quelles sont les autres options ? Il n'y en a pas.

À Alep, malgré les négociations avec les Russes, les couloirs humanitaires ont subi aussi des bombardements de leur part...

A. B. : En Syrie, cet accord était encore plus difficile à trouver car les parties engagées dans le conflit étaient nombreuses. À Alep, au

côté des Russes, il y avait aussi les forces armées de Bachar Al Assad et des milices pro-Assad. Cette multiplication d'acteurs a favorisé la vulnérabilité des corridors humanitaires. D'autant que, parmi les civils évacués, il y avait aussi des combattants.

Kiev a refusé le couloir humanitaire russe. Est-ce une bonne chose pour les civils ?

A. B. : Je n'ai pas à juger les décisions de Kiev : les Ukrainiens sont en guerre, c'est à eux de décider ce qu'ils veulent ou non. On peut comprendre, cependant, qu'il ne soit pas acceptable pour eux d'envisager une évacuation en direction seulement de la Biélorussie et de la Russie.

Je pense qu'ils ont une marge de manœuvre car Poutine doit aussi parvenir à un accord pour ne pas être accusé de faire la guerre aux civils. Si une telle accusation est portée contre lui, alors la guerre change de nature. Les conséquences pour Poutine seront encore plus lourdes et plus graves.

Recueilli par Laurent Larcher